



Semaine de sensibilisation
à la paperasserie^{MC}

Parrainé par



Prix
Ciseaux
d'or

2026

GRAND GAGNANT

Cadre d'approbation automatique de l'Alberta

Gouvernement de l'Alberta

Lauréat : L'honorable Dale Nally, ministre de Service Alberta et de la Réduction de la paperasserie

Approbation automatique pour alléger la paperasserie!

Le gouvernement de l'Alberta remporte le prix Ciseaux d'or 2026 pour son cadre innovant d'approbation automatique. Cette mesure représente une avancée importante dans la réduction de la paperasserie et la diminution des délais d'approbation des permis et demandes à l'échelle gouvernementale. Adopté dans le cadre de la stratégie de réduction de la paperasserie de la province, cet outil traite les permis à faible et moyen risque ainsi que les activités courantes, ce qui permet au gouvernement de concentrer son attention sur les demandes plus complexes.

Il combine trois approches : Code of Practice (code de pratique), Permit by Rule (permis fondé sur des règles) et Shot Clock (chronomètre), ce qui vise à réduire les délais et à simplifier les processus sans compromettre la sécurité ni la surveillance. Code of Practice et Permit by Rule permettent d'opérer sans permis, pourvu que des règles et exigences définies soient respectées. Dans le cas de l'approche Permit by Rule, les demandeurs doivent enregistrer leurs activités auprès du gouvernement et fournir des documents additionnels. Shot Clock impose au gouvernement un délai maximal pour rendre une décision et exige de communiquer l'approbation ou la raison du refus au demandeur.

Avant l'adoption de cette politique, même une démarche aussi simple que l'obtention d'un permis pour couper un arbre de Noël pouvait prendre beaucoup de temps, ce qui causait du mécontentement durant la période des Fêtes. Alberta Parks utilise une approche conforme au cadre d'approbation automatique pour plusieurs permis, dont le permis de coupe d'arbres, sur son portail en ligne. Les Albertains n'ont qu'à indiquer le parc dans lequel ils souhaitent couper des arbres, le nombre d'arbres qu'ils comptent récolter et le motif de la récolte. La capacité du portail à regrouper l'accès aux permis et à uniformiser l'approche a contribué à soutenir l'approbation automatique pour certains types de permis et à accélérer l'approbation pour d'autres. En 2024, 1 251 Albertains ont bénéficié d'un permis de coupe d'arbre d'Alberta Parks.

Le cadre d'approbation automatique a également un impact positif sur le secteur énergétique de l'Alberta. L'Alberta Energy Regulator (AER), l'organisme de réglementation du secteur, a adopté ces principes pour One Stop, son système d'examen automatisé des demandes fondé sur le risque. L'AER traite en moyenne 40 000 demandes par année. Grâce à l'évaluation de One Stop, qui tient compte des exigences de multiples lois et règlements applicables, plus de 80 % des demandes simples et à faible risque sont traitées immédiatement, sans intervention. Celles qui posent un risque supérieur font l'objet d'un examen approfondi du personnel de l'AER. Ce système signale toute demande qui dépasse le délai maximal afin qu'une attention immédiate y soit portée, ce qui conserve la fluidité des projets et tient les demandeurs informés sur leur dossier. En plus d'accélérer les projets de développement énergétique, cette approche veille à ce que les ressources réglementaires soient concentrées sur les dossiers qui requièrent le plus d'expertise, soit ceux des activités à risque élevé.

Les efforts de l'Alberta pour améliorer les processus d'examen des permis et les délais de décision, notamment grâce au cadre d'approbation automatique, produisent des résultats mesurables. Ces outils ont déjà réduit les délais de prise de décision pour 25 % des permis provinciaux (jusqu'à 30 jours dans certains cas), et 68 % des permis respectent maintenant les principes du cadre. En intégrant la responsabilisation et l'efficacité dans des processus réglementaires, l'Alberta établit un modèle moderne que d'autres gouvernements pourraient suivre pour réduire la paperasserie sans nuire à la sécurité ni à la surveillance.

Renseignements supplémentaires :

- Cadre d'approbation automatique : <https://www.alberta.ca/automatic-yes-toolkit>
- Communiqué du gouvernement de l'Alberta : <https://www.alberta.ca/release.cfm?xID=92697D2B459C6-B508-5537-5CB224B5D80B6875>

MENTION HONORABLE

Service Permis en ligne de la Ville de Winnipeg

Maire et conseil municipal de Winnipeg

Lauréats : Le maire de Winnipeg, Scott Gillingham, et le conseil municipal

Éliminer la paperasserie pour accélérer les permis

Winnipeg a modernisé l'ensemble de ses systèmes de délivrance de permis et d'aménagement afin d'éliminer la paperasserie et d'accélérer la construction de logements ainsi que la croissance des affaires. Cette transformation s'appuie sur l'innovation numérique, la souplesse réglementaire et des processus simplifiés qui ont des retombées mesurables pour les résidents, les entreprises et l'économie en général.

Au cœur des réformes se trouve « Permis en ligne », une plateforme qui regroupe les demandes, les suivis et les paiements au même endroit. En remplaçant les formulaires papier et les visites en personne, le système réduit considérablement les délais pour la rénovation, la signalisation et la modernisation des installations des entreprises. En complément, un système d'enregistrement sans frais des terrasses saisonnières permet désormais d'obtenir les autorisations en quelques jours plutôt qu'en quelques semaines, ce qui élimine rapidement l'incertitude pour les restaurateurs et vaut à Winnipeg d'être saluée partout au pays pour son avant-gardisme.

La Ville a introduit plus de 35 exemptions de permis pour des projets courants, tels que les garages, les pergolas, les installations solaires et les rampes d'accès. Ces changements évitent aux résidents d'attendre des semaines et favorisent la productivité des entrepreneurs en construction en leur évitant des délais inutiles. La modernisation des règlements de zonage favorise l'accessibilité au logement et la densification urbaine tout en réduisant les exigences relatives aux espaces de stationnement et le nombre d'audiences avant la construction de logements multiples et accessoires. Ainsi, les projets de duplex, de triplex et de maisons d'allée peuvent progresser plus rapidement pour répondre aux besoins croissants en matière de logement.

Les améliorations opérationnelles s'étendent aussi aux exigences relatives à l'occupation et aux inspections. Les inspections électriques et mécaniques s'effectuent désormais virtuellement au moyen de photos ou de vidéos, ce qui réduit les contraintes liées aux horaires. L'élimination de l'obligation d'obtenir un permis d'occupation pour les simples changements de locataire allège encore plus les processus, réduisant les coûts et les délais pour les entreprises.

Collectivement, ces initiatives font de Winnipeg un leader en matière de modernisation municipale. La Ville approuve les demandes plus vite qu'auparavant, réduit les frictions bureaucratiques et fournit une meilleure prévisibilité pour l'investissement. En prenant le virage numérique et en choisissant la souplesse réglementaire, Winnipeg crée un environnement propice aux affaires, stimule la croissance et montre la voie aux autres municipalités. Le suivi des dossiers et le maintien du dialogue avec les parties prenantes assureront que les réformes restent efficaces et modulables à mesure que la ville continuera de se développer.

Renseignements supplémentaires :

- Site de la Ville de Winnipeg :
 - <https://www.winnipeg.ca/fr/communiques/2024-12-09-ville-winnipeg-continue-delargir-options-ligne-offertes-demandes-permis>
 - <https://www.winnipeg.ca/fr/construction-et-amenagement/logement/fonds-acceler-er-construction-logements/logements-intercalaires>
 - <https://www.winnipeg.ca/fr/node/37684>

À SUIVRE DE PRÈS

Accord canadien de reconnaissance mutuelle sur la vente de produits

Comité du commerce intérieur

Lauréats : Les signataires de l'accord

- L'honorable Caitlin Cleveland, ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement des Territoires du Nord-Ouest (présidente du CCI)
- L'honorable Dominic LeBlanc, ministre responsable du Commerce Canada-États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie canadienne
- L'honorable Tony Wakeham, premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador
- L'honorable Joseph Schow, ministre de l'Emploi, de l'Économie, du Commerce et de l'Immigration de l'Alberta
- L'honorable Ravi Kahlon, ministre de l'Emploi et de la Croissance économique de la Colombie-Britannique
- L'honorable Jean-Claude D'Amours, ministre des Affaires intergouvernementales du Nouveau-Brunswick
- L'honorable Tim Houston, premier ministre, ministre des Affaires intergouvernementales et du Commerce de la Nouvelle-Écosse
- L'honorable Warren Kaeding, ministre du Commerce et du Développement des exportations et ministre responsable de l'Innovation de la Saskatchewan
- L'honorable Darlene Compton, ministre du Développement économique, de l'Innovation et du Commerce de l'Île-du-Prince-Édouard
- L'honorable Samuel Poulin, ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises du Québec
- L'honorable Jamie Moses, ministre des Affaires, des Mines, du Commerce et de la Création d'emplois du Manitoba
- L'honorable Victor Fedeli, ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce de l'Ontario

* En raison d'élections territoriales, les gouvernements du Nunavut et du Yukon ont participé aux travaux à titre d'observateurs.

Reconnaissance mutuelle : vers un véritable libre-échange au Canada

L'Accord canadien de reconnaissance mutuelle (ACRM) marque un pas important vers l'instauration d'un véritable libre-échange au Canada. Signé par le Comité du commerce intérieur le 19 novembre 2025, il devrait entrer en vigueur dans l'ensemble des provinces et territoires d'ici juin 2026.

Les entreprises n'auront alors plus à parcourir des milliers de règles réparties dans 14 administrations différentes pour vendre leurs produits. Si un bien peut déjà être vendu dans une province ou un territoire, il n'aura pas besoin de tests, de certifications ou d'approbations supplémentaires pour pouvoir être vendu ailleurs au Canada. L'ACRM s'applique à un large éventail de produits, notamment les électroménagers, la machinerie industrielle, les véhicules, les meubles et les vêtements. Cependant, il exclut les aliments, les animaux vivants, les boissons alcoolisées, le cannabis, le tabac et les plantes.

L'ACRM permettra aux PME d'accéder à de nouveaux marchés sans devoir gérer de paperasserie additionnelle, et aux consommateurs de profiter d'une offre de produits élargie et de prix compétitifs.

La FCEI surveillera la mise en œuvre de l'accord pour s'assurer que les avantages attendus se concrétisent bien sur le terrain. La prochaine étape pour éliminer des obstacles au commerce intérieur devrait consister à étendre l'ACRM aux services, aux produits alimentaires et aux produits alcoolisés.

Renseignements supplémentaires :

- Communiqué du Comité du commerce intérieur : <https://www.cfta-alec.ca/fr/les-ministres-membres-du-comite-du-commerce-interieur-signent-laccord-canadien-de-reconnaissance-mutuelle-sur-la-vente-de-produits>
- Accord canadien de reconnaissance mutuelle : <https://www.cfta-alec.ca/fr/acrm>
- Déclaration de la FCEI : <https://www.cfib-fcei.ca/fr/medias/d%C3%A9claration-de-la-fcei-sur-la-signature-dun-accord-pancanadien-de-reconnaissance-mutuelle-qui-sappliquera-%C3%A0-la-vente-de-tous-les-produits-sauf-les-denr-1763591343607>

À SUIVRE DE PRÈS

Outil REGi pour l'analytique réglementaire de l'Ontario

Gouvernement de l'Ontario

Lauréats : L'honorable Andrea Khanjin, ministre de la Réduction des formalités administratives

REGi : l'IA au service de la réduction de la paperasserie en Ontario

Le ministère de la Réduction des formalités administratives de l'Ontario a lancé en 2025 REGi, une plateforme alimentée par l'IA conçue pour repérer et alléger les lourdeurs réglementaires dans l'ensemble de l'administration publique ontarienne.

S'appuyant sur un grand modèle de langage, REGi se synchronise avec le site Lois-en-ligne de l'Ontario pour analyser les exigences fixées par plus de 3 500 lois et règlements de la province et recenser instantanément et de manière cohérente les formalités administratives qu'ils imposent. Bien qu'il ne soit pas encore complètement opérationnel, l'outil est déjà en fonction. À terme, il permettra d'identifier avec précision les règles obsolètes, redondantes, complexes et trop normatives contenues dans l'ensemble des lois, règlements, politiques et formulaires.

Nous avons hâte de voir dans quelle mesure cette nouvelle technologie réduira la paperasserie pour les entreprises et les citoyens de l'Ontario.

Renseignements supplémentaires :

- Rapport de 2025 sur la réduction du fardeau administratif :
<https://www.ontario.ca/fr/page/rapport-de-2025-sur-la-reduction-du-fardeau-administratif>

À SUIVRE DE PRÈS

Plateforme DASH : construction de logements standardisée et accélérée en Colombie-Britannique

Gouvernement de la Colombie-Britannique

Lauréats :

- L'honorable Christine Boyle, ministre du Logement et des Affaires municipales
- Vincent Tong, directeur général, BC Housing

Transformer le logement en Colombie-Britannique

En Colombie-Britannique, une nouvelle boîte à outils en ligne appelée Digitally Accelerated Standardized Housing (DASH) aide les promoteurs et les organismes à but non lucratif à concevoir et à construire des logements rapidement et à moindre coût.

La plateforme libre et gratuite se veut une ressource centralisée pour harmoniser les phases de planification, de conception et de construction d'immeubles d'habitation de trois à six étages. En recourant à des solutions comme des éléments préfabriqués, des types de bâtiments préapprouvés et des plans standardisés, DASH accélère l'obtention des approbations et simplifie les examens municipaux tout en préservant la qualité et le design.

Les outils permettent aux promoteurs de trouver des sites appropriés et de générer des plans d'implantation conformes au code en quelques minutes. Des plans prêts à l'emploi accélèrent la conception pour les architectes. Enfin, les constructeurs ont accès à une bibliothèque numérique de produits préfabriqués et préapprouvés. Selon la province, la plateforme pourrait permettre de réduire de 50 à 60 % le temps de conception et de 20 à 25 % les coûts de construction.

Le programme accélérera la construction de logements abordables en Colombie-Britannique, tout en permettant aux concepteurs et aux constructeurs de livrer leurs projets à moindre coût et dans de meilleurs délais. Nous suivrons les progrès réalisés grâce à cette boîte à outils au cours de l'année à venir.

Renseignements supplémentaires :

- Communiqué du gouvernement de la Colombie-Britannique : https://bcgovnews-etg7c8etapa6btfr.z03.azurefd.net/translations/releases/2025HMA0114-001142/OnlineHousingToolkit_French.pdf
- BC Housing : <https://www.acceleratedhousing.ca/>
- Article de presse sur la boîte à outils : <https://www.townandcountrytoday.com/national-business/bc-government-dashes-out-digital-tool-to-help-build-homes-faster-11520123>

